

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2014 – DLP-BUPE- 220 du 24 JUIL. 2014

mettant en demeure la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine de respecter l'article R512-29 du Code de l'Environnement pour les installations de la Cokerie de Serémange-Erzange

Préfet de la région Lorraine
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet de la Moselle
Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ 2014-A-12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-111 du 15 mars 2001 portant mise à jour de la situation administrative de la cokerie de SEREMANGE, exploitée par la société SOLLAC LORRAINE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-289 du 29 juillet 2011 imposant à la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation des usines à chaud de SEREMANGE-ERZANGE et HAYANGE ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 15 juillet 2014 ;

CONSIDERANT que la cokerie exploitée par ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine est une installation listée parmi les installations dans le voisinage desquelles des servitudes peuvent être instituées (SEVESO Haut) au sens de l'article L.515-8 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'article R.512-29 du Code de l'Environnement prévoit que dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-8, le plan d'opération interne est obligatoire et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection réalisée le 25 juin 2014 le plan d'opération interne communiqué par l'exploitant datait de janvier 2011 et n'avait donc pas été mis à jour depuis plus de 3 ans alors même que des mises à jour étaient nécessaires ;

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.171.8 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle ;

ARRETE

Article 1

La société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine est mise en demeure pour le site de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE de respecter la prescription suivante sous le délai fixé à compter de la notification du présent arrêté :

- 4^{ème} phrase du 1^{er} paragraphe de l'article R.512-29 du Code de l'Environnement :
⇒ transmission du plan d'opération interne mis à jour : **2 mois**.

Article 2 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, les Inspecteurs des Installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de SEREMANGE-ERZANGE, ainsi qu'au Sous-Préfet de THIONVILLE.

Fait à Metz, le **24 JUL. 2014**

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Sous-Préfet de Metz Campagne
Secrétaire Général par intérim de la Préfecture.


François VALEMBOIS